

le libertaire

HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS

Pour la France :	Pour l'Etranger :
Un an. 8 fr.	Un an. 10 fr.
Six mois. 4 fr.	Six mois. 5 fr.

Rédaction & Administration : 69, b^d de Belleville, Paris

Adresser tout ce qui concerne le journal à CONTENT

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à cha que époque.

La Question de la Vie chère

Les fêtes ne durent qu'un temps. Et après les soulèvements, après les bombes, qui vident les poches et les goussets déjà fort peu garnis, on s'aperçoit avec plus de netteté que même la Victoire, cette fameuse Victoire qui coûtait tant de larmes, tant de sang, tant d'argent et qui est maudite par tant de cœurs meurtris, n'a pas résolu la question sociale : les nombreux et douloureux problèmes qu'elle soulève.

Il n'y a pas un mois que les mascarades officielles sont terminées, que l'exaltation bruyante, tintamarresque du plus grand crime qui souille l'histoire des hommes a pris fin. Et maintenant qu'on les a eus « nos ennemis », et qu'ils nous ont eus nos gouvernants et nos capitalistes, et maintenant qu'on a bien pénétré le vaincu (0 sentiments chevaleresques de la race française !) et maintenant qu'on a défilé sous l'Arc de Triomphe, que les flambeaux, les lampions sont éteints, que les drapeaux, les oripeaux sont remisés, et maintenant que le bruit des fanfares guerrières s'est tu, que l'enthousiasme débordant d'un peuple vainqueur (oh combien) et grisé a baissé, *Maintenant oui Maintenant...* il reste la note à payer, les ruines à relever et notre vie à recommencer.

... Et la réalité est là, la dure réalité, qui, vous prenant au ventre force les nerfs à s'ouvrir, à sentir, à comprendre l'angoisse de nos temps maudits, de nos temps de crimes contre nos frères, en *Révolution*, de nos temps de fictivité contre nos propres personnes. ... Combien il avait raison celui qui déclarait que la révolution n'était que la question de ventre, et que le jour où Populo serait forcé de se réduire par trop les gouvernants auraient tout à craindre de « ses excès », lisez de sa légitime révolte. « La faim fait sortir le loup du bois » et plaçant un autre proverbe nous dirons « La faim justifie les moyens ». Hommes d'Etat, méditez ces maximes. La fin de votre règne est proférée. Et pour la précipiter hâtons-nous de dessiller les yeux de ceux qu'on abuse, de former des hommes, des cerveaux.

La Révolution de 1789 fut le fait des paysans et des citoyens qu'on affamait. La Révolution russe fut déterminée par le mauvais état des moyens de transport qui ne permettait qu'un ravitaillement insuffisant. Les secousses spasmodiques, les révoltes qui ailleurs agitent les peuples se produisent alors que les ouvriers, que les travailleurs manquent du nécessaire. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, la Révolution de demain en ce pays-ci sera la résultante des charges écrasantes qui pèsent sur les gueux, sur les producteurs du fait de la guerre et qui rendent pour eux toute vie normale impossible, tant qu'une transformation radicale et complète de la société capitaliste en société communisme ne sera pas effectuée.

Lorsque les outils, les machines, les instruments de travail et d'échange appartiendront aux travailleurs.

Lorsque la propriété capitaliste sera propriété commune.

Lorsque les associations ouvrières auront la haute main sur la production, des chefs de section.

Lorsque les groupements, les « communes » pourront gérer leurs propres affaires sans avoir à en référer à un pouvoir central, à un quelconque Etat.

La seule chose que nous pourrions penser à adoucir nos maux, à nous faire une vie.

La vie chère dont le ministre Clemenceau, par l'entremise de Boret et Wilgrain, peut revendiquer l'honneur d'avoir été l'organisateur, en même temps qu'il fut celui de « la Victoire » la Pyrrhus, a soulevé bien des colères.

La question est d'importance et semble préoccuper à bon droit Populo. Aussi les gouvernants, craignant de plus graves conséquences, ferment-ils les yeux sur maintes de ses incartades, qui consistent à piller boutiques et étages et à imposer par l'action directe un « prix raisonnable » aux denrées nécessaires à son alimentation.

On dirait même qu'ils aident en sous-main cette besogne de chambardement. Espèrent-ils en cela détourner les colères populaires des responsables de la guerre et partant les vrais responsables de la vie chère ?

En tout cas ils laissent faire et l'on sent la manœuvre. Leurs journaux prêtent quotidiennement contre la vie chère, engageant les consommateurs à la croisade contre les accapareurs, les

spéculateurs, les mercantis. Campagne qui porte à faux, disons-le, car si le consommateur peut s'en prendre aux intermédiaires, en revanche, il ne peut atteindre les hauts placés, ceux qui dans les Bourses de Commerce spéculent sur la misère, qui sur les marchés accaparent : les gros fournisseurs, les gros mandataires qui se trouvent bien à l'abri des colères et des coups de ceux d'en bas.

N'importe, le jeu de nos gouvernants est infiniment dangereux... pour eux.

Pousser ainsi à l'émeute, à la révolution !

Clemenceau dont la politique de tous temps fut bizarre, incohérente, voudrait-il, en fin de règne, aider à l'insurrection ? On le croirait vraiment. Mais trêve de plaisanterie et quoi qu'il en soit le mouvement est sérieux et ne doit pas être sans inquiéter quelque peu les chargés d'affaires de notre pays. De partout on signale des révoltes de consommateurs. Les réclamations se font violentes. Et les Parisiens qui, en cette circonstance, arrivent derniers, pour rattraper le temps perdu, semblent vouloir mettre les bouchées doubles.

Aussi « Crainquebille » qui, de rares exceptions, n'amasse pas mousses et ne fait point fortune, « Crainquebille », qui, dans la question de la vie chère, n'est pas plus responsable que vous ou nous, est-il indigné de se voir ainsi maltraité.

Quels résultats cela va-t-il donner ? Car comme toujours ce ne sont pas les vrais, les principaux coupables qui sont atteints par cette action.

Déjà les petits détaillants ferment boutique. Les marchands de quatre-saisons font grève. Pris qu'ils sont entre deux feux : les mandataires aux Hautes qui ne veulent rien savoir pour baisser leurs prix, et la masse des consommateurs, qui rouspète, faut voir, et menace, en ayant assez d'être escroquée dans les grands prix.

Et de cette situation s'aggrave le désordre ; sourdent les colères ; s'accumulent les indignations, les rancunes contre le régime bourgeois. Qui ayant failli à sa tâche, parce que incapable, doit disparaître de gré ou de force pour faire place à l'organisation communiste libérale.

CONTENT.

AUTOUR D'UNE INTERDICTION

Le Meeting des Terrassiers

Nous n'avons pas été autrement étonnés de nous heurter dimanche à des forces de police nous interdisant l'accès d'une salle que nous avions dûment payée, et dans laquelle nous nous disposions à nous réunir, pour faire entendre notre protestation contre le maintien de milliers de nos frères dans les Maisons Centrales, dans les bagnes militaires et dans les camps de concentration.

N'ayant aucune illusion sur le régime imposé à ce pays, nous ne pouvions être surpris outre mesure par le nouveau coup de force gouvernemental.

Clemenceau ne veut pas qu'on discute son projet d'amnistie, il entend être le seul maître dans la France des « libertés » et accorder « son pardon » comme il lui convient et à qui lui plaît.

Il aurait vraiment tort de se gêner, puisqu'il ne rencontre aucune opposition, puisque la classe ouvrière française supporte avec docilité le bâillon et la dictature.

Et il ne servirait à rien de nous indigner des procédés cavaliers employés à notre égard par nos dirigeants, puisque nous nous montrons incapables d'autre chose que de protestations platoniques.

Et puis, si Clemenceau a osé appliquer aux organisations syndicales ouvrières le soufflet que constitue en réalité l'interdiction de dimanche, c'est qu'il est sûr de la passivité de ces mêmes organisations.

Nous commençons à recueillir ici les fruits de la reculade du 21 juillet, qui a déjà abouti, à l'extérieur, à l'écrasement de la révolution hongroise.

Que peut bien avoir à craindre, en effet, un gouvernement qui a obtenu par la menace l'abandon d'une manifestation aussi vaste, aussi importante et aussi méthodiquement préparée que celle projetée pour cette date du 21 juillet ?

Ne sait-il pas, ce gouvernement, que les deux millions d'adhérents dont s'enorgueillit la C. G. T. ne constitueront pas un danger tant qu'ils auront à leur tête les individus qui y sont aujourd'hui et dont la soumission lui est assurée ?

Et dès lors, pourquoi tiendrait-il compte de cette prétendue force des travailleurs, à agir que lorsque nous aurons procédé dans nos organisations à une besogne de salubrité qui s'impose.

LEPETIT.

LE TOCSIN DU GRAND SOIR ⁽¹⁾

Paroles et Musique de Robert Guérard

Premier couplet
Puisque mots creux mensonges et sophisme
Aux parias des usines, des champs ;
Et tout ce qui vient des régnaux retors
Que des puissants l'infâme impérialisme
Veut pour les gueux l'esclavage ou la mort.
Pour pouvoir dire aux ministres sectaires,
A leurs valets pleutres, lâches judas,
Le peuple veut et sans vous saura faire
La paix du droit que vous ne voulez pas.

Refrain

Sonnons ! sonnons ! le tocsin du Grand soir,
Sonnons ! la mort des néfastes pouvoirs ;
Pour que la vie enfante nos espoirs,
Sonnons ! sonnons ! le tocsin du Grand soir,

4^e couplet
Puisque toujours le capital s'impose,
Aux parias des usines, des champs ;
Que le veau d'or plus que jamais oppresse ;
Aux miséreux l'égoïsme des grands ;
Pour pouvoir dire, à la force brutale
Des coffres-forts tueurs d'égalité ;
Place à l'amour, à l'Internationale,
Au communisme, à la fraternité.

(1) On trouve la chanson, paroles et musique,

2^e couplet
Puisque la guerre aussi lâche que folle,
Par ces damnés de clinquants, d'oripeaux ;
Comme jadis souille, avilit, immole ;
Le pauvre monde artisan de ces maux,
Pour pouvoir dire aux races opprimées,
Aux gueux soldats, qu'on lâche sur les gueux ;
Frères venez joindre la rouge armée
Qui tuera le militarisme hideux

Refrain

Sonnons ! sonnons ! le tocsin du Grand soir,
Sonnons ! la mort des néfastes pouvoirs ;
Pour que la vie enfante nos espoirs,
Sonnons ! sonnons ! le tocsin du Grand soir,

3^e couplet
Puisque le trône et par le dos des fourbes,
Presque au niveau de son pendant la croix ;
Que fange noir et camelote tourbe,
Rêvent encore de bons dieux et de rois,
Pour pouvoir aux cabotins macabres,
Aux Loyala, aux défunts potentats,
Morts restez morts ou dans ceux qui palabrent ;
Nous vous tuons, jusqu'à complet trépas.

à la Librairie Sociale (0 fr. 50).

Les Temps idylliques

On nous avait bien dit que la guerre est un bienfait d'ordre divin.

Nous ne voulions pas y croire.

On nous avait bien affirmé que la guerre était moralisatrice !

Nous nous bouchions les oreilles.

Aujourd'hui, grâce à Clemenceau et aux Evangélistes, nous sommes pleinement convaincus.

Les Français nagent positivement dans la Morale. Ils bénéficient en bloc et individuellement d'un grand miracle. Plus d'antagonisme entre eux, plus de faim, plus de contrastes choquants !

L'amour fleurit, la fraternité et la concorde s'épanouissent largement au soleil de la Victoire.

Ah ! le bon et brave peuple que nous sommes devenus ! Jadis nous nous ignorions, nous nous jalouions, nous nous disputions pour des vtilités, pour des riens. Aujourd'hui nous sommes pleins de compréhension et d'indulgence mutuelle. La pitié déborde des cœurs, l'altruisme dicte les actes.

Seuls quelques vieux loups errants, derniers survivants d'une race éteinte, rôdent encore, craintifs, autour des grosses fermes. Et le fermier, étonné, dédaigne ces malheureux !

Les Temps idylliques sont venus ! Les nobles habitants du quartier Monceau s'intéressent à Belleville en projetant de supprimer sentines, bouges, ruelles et impasses qui opposent à la vie humaine l'obstacle fatal du manque d'air et de lumière.

Ceux des Universités, des Ecoles, n'ont de l'ignorance du peuple, s'apprêtent à dispenser l'instruction, tandis que nos Renaud, nos Citroën, nos Loucheur, acquis à la doctrine Saint-Simonienne se préparent à faire place au Travail dans la direction des usines.

Anticipant sur le miracle en expectative, la C. G. T. s'est mise en état de grâce gouvernementale. Elle a découvert, aussi, parmi le chaos, aux lucres sanglantes du massacre, de nouveaux principes d'équilibre qui condamnent les vieilles tactiques à base d'action directe et de lutte de classes. L'hymne à la Production supplante l'Internationale et l'étendard jaune et or de la Paix Sociale s'arbore là où flottait le drapeau rouge de la Révolution...

Ainsi la guerre a consommé la rupture totale avec les vieilles mœurs et les vieilles formes sociales. Ce n'est pas, comme les mauvais esprits étaient enclins à le croire, une simple parenthèse ouverte et fermée dans l'évolution du capitalisme, ça été l'aboutissant d'une ère nouvelle, d'une ère de concorde et de fraternité !

Frères, honorons la guerre qui nous a grandis et régénérés, qui a enrichi le stock d'idées morales de tant de vertus adorables qu'on ne conçoit même plus que puisse naître l'ombre d'un dissension entre les individus ou collectifs !

Vous me direz que dans la plus douce des Patries, devenue par le miracle guerrier, un Eden, il y a dans les géolés, dans les bagnes, quelques centaines de milliers d'hommes qui ont commis le crime de lèse-autorité et qui attendent encore un témoignage de cette indulgence dont les cœurs gouvernementaux débordent.

Vous me direz que la censure, l'état de siège et autres nécessités de guerre sévissent encore au grand dommage des

libertés les plus élémentaires et les plus chèrement acquises par les révolutions du passé.

Vous me direz que pour avoir voulu manifester au 1^{er} mai dernier, les prolétaires parisiens, et surtout les femmes que les circonstances avaient élevées à la dignité du travail masculin dans les usines de guerre, ont été maltraités, sabrés, revolverisés, par des bandes d'argousins embusqués à tous les carrefours.

Vous me direz que pour avoir voulu se mettre en grève hors de l'assentiment des bergers, au sujet d'une certaine loi des 8 heures, les métallurgistes ont été délaissés par leurs frères ; et contraints finalement de reprendre le collier à l'entière soumission d'un patronat rapace.

Vous me direz que l'annonce seule d'un mouvement destiné à faire pression sur le pouvoir dictatorial qui organise la vie chère, qui affame les peuples et qui supprime les libertés a provoqué un tel mouvement de l'opinion publique, — l'opinion des maîtres ! — que les chefs syndicaux apeurés ont cru bon de renoncer à leur manifestation, renonçant ainsi l'arbitraire et la dictature.

Vous me direz que le mensonge est tout-puissant et la vérité timide, que les rapports des hommes entre eux sont abjects et scélérats ; qu'il existe notamment des catégories de profiteurs et de mercantis qui attendent froidement, patriotiquement à l'existence de leurs contemporains sous prétexte de gagner de l'argent et qu'en somme nous sommes bien près de l'anthropophagie ainsi qu'en attestent, outre les mercantis et les profiteurs, des ligues civiques et de chefs de section.

Je vous répondrai que vous n'entendez rien à la philosophie de la guerre moralisatrice et salvatrice, et que vous êtes comme ces vieux loups qui rôdent autour des grosses fermes, méprisés par le troupeau et les bergers, parce que les bergers et le troupeau ont cru s'apercevoir que les vieux loups n'avaient plus de crocs dans la gueule.

RHILLON.

Fédération Anarchiste

La Fédération anarchiste est définitivement constituée.

De nombreux camarades viennent à nous, de jeunes compagnons séduits par la beauté de notre idéal nous écrivent pour donner leurs adhésions à la F. A.

Des groupements se constituent un peu partout ; mais ce n'est pas suffisant.

Il faut que dans chaque ville, dans chaque commune où se trouvent seulement deux ou trois camarades, se forment des groupes d'affinités, qui se tiendront constamment en communication avec la F. A. Cela est d'une utilité incontestable.

Plus que jamais il y a nécessité à resserrer les liens entre ceux qui veulent œuvrer pour l'anarchie. Dans cette période de bouleversement, il faut que les compagnons soient à la hauteur de leurs tâches.

Pour terminer, nous demandons donc aux individualités et aux groupes de Paris et de province, de nous faire connaître leur point de vue sur l'organisation de la propagande.

Notre ami Casteau a déjà répondu. Il nous propose d'abord l'organisation d'un congrès dans le plus bref délai, et ensuite lancement d'un quotidien anarchiste.

Pour le Congrès, nous croyons qu'il ne serait pas facile de l'organiser en ce moment, où nous sommes plus que jamais interdites.

En tout cas, nous essaierons. Pour cela, compagnons, groupez-vous et envoyez-nous vos réponses.

LA FEDERATION.

P.-S. — Adresser les correspondances : Pour le Secrétariat, à M. P. Le Meil-

lour ; Pour la Trésorerie : à Haussard.

Un peu d'Histoire

Nous avons vu, durant la guerre, comment un gouvernement berné : une assemblée de « représentants du peuple ». Nous voyons encore comment six cents « législateurs » se laissent « ompier » par un vieillard malin. Mais ce qu'on sait moins, c'est comment les gouvernements, à leur tour, sont bernés par les diplomates.

En 1914, Jaurès disait des traités secrets : « Ils nourrissent l'orgueil solitaire des diplomates qui portent en eux une partie des mystères du monde et qui se sentent élevés au-dessus de la démocratie par des secrets qu'ils ne daignent pas lui dispenser ». Nous avons vu, en juillet 1914, comment les gens de la carrière ont « dispensé » leurs secrets d'Etat à la démocratie.

La révélation de ceux-ci fut placardée sur les murs sous forme d'un ordre de mobilisation.

Les Iswolsky, les Delcassé, les d'Erenthal ou autres malfaiteurs, ayant congruement discuté et n'ayant pu s'entendre, les gouvernements retirèrent leurs diplomates et envoyèrent des soldats. La chose n'est pas neuve !

Voyons maintenant de quelle intrigue diplomatique est sortie, pour nous habitants de ce coin de terre qu'on nomme France, la tragique participation au grand drame.

A la base de cette situation stupide, des Etats européens dressés en deux clans ennemis, il y avait, on l'a dit et répété, le conflit économique anglo-allemand. Mais il y avait aussi le conflit franco-allemand, basé d'une part sur l'orgueil de la Victoire, de l'autre sur le désir de Revanche. L'objet de la Revanche, c'était, comme on sait, l'Alsace-Lorraine éternellement et contradictoirement réclamée par les gouvernements français et allemand.

Au dix-huitième siècle, déjà, le poète allemand Arndt soupirait après le retour de l'Alsace, terre allemande. On pourrait ainsi remonter au traité de Verdun en 843. C'est là l'histoire banale de toutes les « marches ». Mais on vit rarement un nationalisme aussi imbécile que celui qui fut, vers 1890, représenté par ces deux cabotins Paulus et Déroutelle.

Chose plus grave, ce désir de Revanche est latent dans toute la politique de Gambetta et celle de ses successeurs. L'Alliance russe naquit de ce désir de Revanche. On a répété au peuple que cette alliance n'était qu'un acte de défense, contre l'Allemagne agressive et que la France seule ne pouvait tenir tête au colosse germanique. Tel n'est pourtant pas l'avis du commandant de Civrieux qui, dans un livre fameux et plein d'aveux suggestifs, *Le Germanisme encercle*, n'hésite pas à écrire :

En 1887, cet instant (de la revanche possible) fut rempli par l'affaire Schœnbé. A la faveur du prétexte qu'elle fournissait, un conducteur de peuples aurait fait sonner le carillon de la Revanche attendue dans tous les clochers de nos églises encore respectées. Car... jamais la France ne fut plus prête qu'alors pour une réparation...

Et goûtez aussi cette petite déclaration de principe parue en 1886 dans la *France militaire* :

La question sociale n'a qu'une solution possible et même qu'une solution désirable : la guerre !

N'est-ce pas que ces quelques citations fixent justement l'état d'esprit de notre bourgeoisie étroitement chauvine, et dont l'impérialisme blessé en 1871 ne pardonnait pas à son vainqueur ?

Cette même année 1886 un événement considérable se produisit : le tsar Alexandre III se retire de la Triple-Alliance et les empires d'Allemagne et d'Autriche trouvent en Italie un remplaçant dans l'union contre l'impérialisme français que l'on feint de croire toujours dangereux. Il s'agissait, pour nos revanchards d'attirer la Russie dans l'orbite des intérêts français. Les intrigues de Bourse et de chancelleries parvinrent, comme on sait, assez facilement à ce but : L'arrivée triomphale des marins russes à Toulon et la conclusion définitive en 1891 de l'alliance franco-russe.

Déjà, parallèlement, les nationalistes

français travaillaient à l'encerclement du germanisme selon des méthodes que reprendra plus tard Edouard VII en les développant avec la ténacité pratique d'un bon Anglais.

On s'imagine trop facilement dans le peuple que la politique de Revanche chère à Déroutelle ne fut que la part d'une minorité bruyante. On oublie trop l'aventure boulangiste et l'affaire Dreyfus, et on se refuse obstinément à voir la colossale responsabilité de la politique de la République bourgeoise dont Déroutelle fut, qu'on le veuille ou non, l'incarnation grotesque mais fidèle.

Jules Ferry ayant manifesté vers 1887 des velléités de rapprochement avec l'Allemagne, Déroutelle écrit, dans son journal *Le Drapeau* :

L'Angleterre est l'amie naturelle de la France ; les légendes sur la perfide Albion ont fait leur temps. Travaillons à détruire tout malentendu... L'Angleterre et la France amies seront les barrières qui s'opposent à l'invasion du germanisme.

Le même *Drapeau* du 19 mars 1887 félicitait en termes hyperboliques le tsar et la tsarine d'avoir échappé à un attentat terroriste. Peu à peu, par le truchement de cette propagande criminelle, l'idée de l'Alliance russe entra dans les masses.

Remarquons, en passant, que Félix Faure, plus tard président de la République française, appartenait à cette époque à la fameuse *Ligue des Patriotes*.

C'est une indication précieuse de plus sur le processus du Parti de la Revanche.

Enfin, leurs efforts sont couronnés de succès. Après d'innombrables histoires de manifestation héroï-comiques, l'élévation d'un drapeau allemand à l'Hôtel Continental et les pèlerinages multipliés à la statue de Strasbourg, on aboutit en 1887 à la fondation du journal *la Revanche* qui préconise l'alliance russe en promettant dans Paris un pavoisement représentant un soldat russe et un soldat français percant de coups de baïonnette l'hydre allemande. Mais on apprend que l'ambassade russe avait fourni les fonds de ce journal et tout ce bruit permet à la *Gazette nationale* de Berlin d'écrire :

A quoi bon essayer de prouver que la France est animée de sentiments pacifiques alors qu'elle a formé une coalition voisine une ligne de guerre comptant 200.000 adhérents ?

Mais après ce triomphe chauvin, il y eut la grande détente de l'affaire Dreyfus. Les amis de Bellone ne perdirent pas courage et nous avons vu comment, dans le clan même de ceux qui étaient les ennemis (?) de la soldatesque, les sentiments chauvins et militaires étaient loin d'être abolis. Clemenceau et Poincaré ne furent-ils pas alors, en effet, parmi les ennemis de l'Etat-Major ?

En 1912, Gustave Hervé écrivait, dans la *Guerre sociale* : L'Alliance russe nous mène tout doucement à une guerre de revanche. Il y avait plus de vingt ans qu'Elisée Reclus avait prophétisé :

L'étincelle qui mettra le feu en Europe couve dans les Balkans.

Nous avons assisté à la réalisation de ces deux prophéties complémentaires, mais nous voyons que les hommes n'en sont pas plus sages ni plus amoureux de la vérité. Dans l'ombre, les intrigues obscures des diplomates agents de clans financiers continuent leurs luttes féroces et dangereuses... pour les peuples, et les peuples ne témoignent pas de la grande passion pour la Vérité qui les sauvera des désastres.

Au cours de prochains articles je retracerai dans ses grandes lignes l'histoire de la double rivalité austro-allemande et franco-germano-russe et aussi le rôle singulier du Vatican dans cette politique d'aveugles.

Il importe d'aboutir à l'aide d'un examen consciencieux de la politique de ces dernières années à l'explication de la situation de l'Europe bourgeoise en 1914. Et quand nous aurons regardé en face le formidable amas de bêtise et de barbarie que constitue cette politique. Nous serons en droit de dire au peuple :

« On vous a trompé, la guerre était

table. Il fallait simplement le vou-
loir. On ne l'a pas voulu davantage
ici. La. Aucun gouvernement n'a fait
la conservation de la paix le pre-
mier de ses devoirs. Tous étaient là
avec leurs canons et leurs armées obé-
issantes malgré tout, et tous ont menti
lorsqu'ils ont prétendu — également
— faire face à l'agression « enne-
mie ».

Le mépris de la politique qui est dans
la bonne tradition libertaire, ne vaut
que s'il s'éclaire d'arguments irréfuta-
bles.

Plus pressés que les historiens, nous
voulons extraire de suite de la tragique
séquence de la guerre les enseignements
qu'elle comporte.

Ayant pour aujourd'hui démontré
que l'Alliance russe fut conçue dans un
but de revanche et dans le plan des
idéas du fou dangereux Droukoff, je
dirai dans un prochain article comment
la bande sinistre Deleassé-Poincaré-
Millerand-Clemenceau a continué cette
politique dont les événements saillants
se situent en 1905, 1911 et 1914.

GENOLD.

POUR L'AMNISTIE

Comité de Défense sociale de Lyon

Le comité avait organisé pour le samedi
2 août, sous l'égide de la Ligue d'action
du Travail, un grand meeting à la Bourse
du Travail où étaient conviés tous les tra-
vailleurs lyonnais. Mais l'autorité militai-
re, toujours aussi arbitraire, ne trouva
rien de mieux que d'interdire la réunion
et la décision fut envoyée par lettre au
conseil d'administration de la Bourse du
Travail, l'engageant à ne pas nous ou-
vrir les portes de la salle.

Mais lorsque nous arrivâmes avec le ca-
marade Thuillier devant l'édifice munici-
pal, autres d'un tel arbitraire, d'accord
avec les camarades Chabert et Cudré, se-
crétaire du syndicat des terrassiers, nous
fendâmes aux deux secrétaires de la
Bourse qui nous refusaient la salle, les ra-
isons qui leur faisaient prendre au pied
à la lettre les instructions de l'autorité
militaire.

Ils ne surent quoi nous répondre. Aussi,
prenant toutes les responsabilités, nous dé-
clarâmes qu'il était de notre devoir.

Les portes s'ouvrirent et tout le monde
présent entra pour écouter les camara-
des qui devaient prendre la parole.

Le premier je fis un exposé des raisons de
l'organisation de ce meeting et de l'action
que le comité s'était tracée et était décidé
à poursuivre.

Le camarade Raiton me succéda à la
tribune et entretint l'auditoire des souf-
frances qu'endurent les prisonniers dans les
gêoles ou dans les camps. « Et c'est pour-
quoi, dit-il, toute la classe ouvrière doit
réclamer une amnistie totale pour tous
les délits militaires et politiques. »

A son tour le camarade Thuillier monta
dans le vif du sujet en démontrant les ra-
isons et les causes de la situation précaire
dans laquelle nous vivons. Il attira éner-
giquement les inconvénients du fonctionna-
risme, cause primordiale de l'inertie ou-
rière dont pâtissent toutes les victimes de
« l'ordre social », tous ceux qui souffrent
dans les bagues et dans les prisons, ainsi
que dans les camps de concentration, où
sont maintenus des milliers d'ouvriers qui
sont rendus responsables des actes de
leurs gouvernements dont ils subissent les
effets.

Certains « fromagistes » qui se trou-
vaient dans la salle ne paraissaient guère
satisfaits des déclarations de Thuillier
qui n'empêcha pas ceux-ci de continuer
en démontrant que le fonctionnarisme in-
amovible est une plaie dont le syndicalisme
doit se guérir.

Malgré tout, notre réunion ne fut pas
un fiasco, car le nombre des assistants
montra qu'il existait une solidarité de l'action
du « Comité de défense sociale ».

Une collecte fut faite à la sortie qui pro-
duisit la somme de 62 fr. 25.

Aussi le comité est-il bien décidé à pour-
suivre son action pour l'obtention de l'am-
nistie complète pour tous ceux qui ont été
condamnés. Nous ne resterons pas sourds à
leurs appels.

Voici le teneur de l'ordre du jour qui fut
adopté :

ORDRE DU JOUR DU COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE

Malgré l'interdiction du meeting qui
avait été organisé par le C. D. S. sociale sous
l'égide de la Ligue d'action du Travail,
les militants, de ces deux organisations ont
pris la responsabilité de le faire quand même.

« Les ouvriers lyonnais en nombre infime
mais composés de plus énergiques, protestent
contre l'arbitraire militaire et de-
mandent qu'il soit rétabli qu'on leur rende
c'est en vertu du droit et de la liberté pour
laquelle ils ont fait massacrer tant de
leurs, que l'on agit ainsi envers eux. »

Ils se solidariseront, avec le C. D. S. pour
mener une campagne active et énergique,
pour une amnistie pleine et entière pour
tous ceux qui ont été condamnés, et pour
donner les prisons et les bagnes pour des
« fautes » dues à un régime de milita-
risme sauvage, et demande, sans délai,
leur libération. Ils se séparent aux cris de :
Vivent les Révolutions russe et hongroise !
Vive la Révolution de tous les peuples !
Vive les tyrans de tous les pays ! »

Le secrétaire : JOURNET.

Un nouveau crime en perspective

Encore une fois la bourgeoisie espagnole,
ridée du sang des nôtres, s'apprête à com-
mettre une nouvelle forfaiture.

Dernièrement, un conseil de guerre de
Barcelone condamna à mort le camarade
Villalonga. Pour quel délit, pour quel crime
? Peu importe l'existence des charges
qu'on lui impute, les présumptions servant
d'arguments pour nos modernes inquisi-
teurs.

Villalonga accusé d'avoir tué un bour-
geois demanda qu'on précisât cette accu-
sation, qu'on apportât des preuves, ce que l'on
ne put faire. Ce qui l'empêcha qu'on le con-
damna à la peine capitale parce qu'il s'agis-
sait de se débarrasser d'un militant ac-
tif. Tout simplement. N'est-ce pas épouvan-
table cette justice ?

Le prolétariat espagnol laissera-t-il accom-
plir ce crime infâme ? Nous voulons espérer
que non.

Mais il serait bon aussi que le prolétariat
mondial proteste avec énergie, et fasse en-
tendre sa réprobation, contre cet attentat à
la vie d'un des nôtres.

Alphonse XIII, qui sait en quel estime le
tient le monde du travail, voudra-t-il ajou-
ter au sang des martyrs des inquisiteurs
d'Espagne, martyrs dont furent Clemenceau

Les Anarchistes et la Vie chère

Contre les Mercantis

La lutte contre la vie chère devient,
sans conteste, la grosse question d'ac-
tualité.

Ce n'est pas impunément qu'une ex-
ploitation sans vergogne a pu s'exer-
cer durant cinq années. Les devoirs des
exigences sans cesse accrues des spé-
culateurs et des mercantis, les consom-
mateurs, enfin ! réagissent.

La résistance s'organise. La presse
quotidienne a fourni sur les diverses li-
gues de consommateurs, sur leur ac-
tion, sur leurs méthodes et les résul-
tats obtenus par elles, d'abondants dé-
tails qui nous dispensent d'y insister.
Il était facile, néanmoins, de prévoir
que cette action modérée et pacifique
contre la vie chère ne pourrait se pour-
suivre bien longtemps.

Il fallait que ça craque !
Notre gouvernement à la petite se-
maine, en tolérant ce semblant d'action
directe, avait cru détourner l'attention
publique des graves problèmes créés
par la guerre. Il avait caressé l'espoir
de dissimuler les causes directes du
malaise et de soustraire ainsi à la co-
lère populaire les gros agitateurs et pro-
fiteurs, véritables artisans et faiseurs de
la vie chère, qui gravitent jusque dans
son sein.

Et voici que, déjà, l'action à peine
ébauchée, la situation, non seulement
ne s'améliore pas, ne reste même pas
stationnaire, mais au contraire s'aggrave.
C'est logique.

Tant qu'il ne s'est agi que de remédier
au mal par des demi-mesures, les com-
merçants ont souri... et ont continué
leur trafic en toute tranquillité. Mais
ils n'ont pu admettre le moindre déve-
loppement, l'immixtion la plus bénigne dans
leurs affaires. A la première men-
sion sérieuse ils se sont fâchés tout rouge et
ont levé bien haut l'étendard de la ré-
volte.

Immédiatement l'action directe a suivi.
Ah ! les consommateurs ne veulent
pas se contenter de payer sans rouspé-
ter ! Ils prétendent établir des compa-
raisons entre les prix de vente et les
prix d'achat ! Ils parlent de régulari-
ser les cours, de ramener les bénéfices à
un taux normal !

C'est bien ! Mais les affaires sont les
affaires, que diable ! Et au nom de la
liberté du commerce, nous, les voleurs
patentés, nous les voleurs légaux, nous
prenons la liberté de vous affamer, nous
prenons la liberté de ne plus acheter, de
ne plus vendre ! Nous verrouillons
les grilles des pavillons, nous posons
les volets sur la boutique !

Telle est la menace suspendue sur la
tête de la population, menace qui a re-
çu un commencement d'exécution à la
suite des incidents et des bagarres qui
se sont produits aux Halles Centrales
mardi matin. Dans l'intérêt du com-
merce bien compris, il est prévisible que
soient perdues des denrées précieuses,
plutôt que de les voir livrées à la cor-
ruption à des prix réduits.

Ce n'est certes pas au gouvernement
qu'il sera possible d'apporter une solu-
tion satisfaisante à cet état de choses.
Tout au plus pourrait-il, par des pallia-
tifs, y porter remède pour quelques
jours ou quelques semaines. S'il est
dans son rôle en intervenant énergique-
ment, et souvent par la force, contre
les ouvriers en lutte avec le patronat,
ce n'est ni dans la fonction, ni dans les
attributions d'un gouvernement d'en-
traver le libre exercice de cette véritable
institution : la liberté du commerce. En-
core moins peut-il en réprimer les abus.

La crise de la vie chère reste donc
ouverte. Le problème tout entier est à
résoudre entre les seuls intéressés :
consommateurs et commerçants. Le
gouvernement ne peut s'y immiscer
— plus ou moins hypocritement — qu'à
l'avantage des commerçants. Il ne peut
que faire l'impossible pour sauvegar-
der leurs privilèges et leurs intérêts.
C'est dans l'ordre !

Voici là un magnifique terrain d'ac-
tion et de propagande qui s'offre à l'ac-
tivité des anarchistes. Ils n'auront garde
de le dédaigner.

Qu'ils se mêlent sans tarder aux li-
gues de consommateurs pour y travail-
ler les ferments de révolte qui, déjà, y
lèvent ! Qu'ils fréquentent assidûment
toutes les réunions contre la vie chère
et y fassent entendre la bonne parole,
dénoucent les vrais responsables !
Qu'ils participent à l'inspection des
marchés et en profitent pour placer de
judicieuses remarques à toute occa-
sion.

« Il y a mille façons d'être utilement,
de faire connaître des vérités flagrantes,
d'expliquer simplement les causes mul-
tiples de la vie chère, d'établir des com-
paraisons entre les brillants de la cré-
mière et le prix de son beurre... que
sais-je encore ? »

Avec un sain esprit d'auto-propos il est
possible d'obliger les oreilles à enten-
dre, de forcer les yeux à voir.

Il faut exploiter habilement le mécon-
tement général, entretenir l'effervescence,
susciter les énergies.

Et ne serait-ce que pour empêcher que
le socialisme soit canalisé, les anar-
chistes se doivent de participer sans
relâche à la lutte contre les mer-
cantils.

Jean LIBERT.

Garcia, Ferrer et tant d'autres de nos bons
camarades dont nous n'oublions pas le sou-
venir, le sang d'une nouvelle victime de son
cœur régit ?

Nous le saurons bientôt.
En attendant, sachons lui faire compren-
dre que s'il ne voulait se décider à s'hu-
maniser quelque peu, avant que la révolution
sociale tienne à bas la société bourgeoise et
ses iniquités, à l'exemple de nos braves les
terroristes russes, nous pourrions bien in-
stituer nos conseils de guerre où nous ferions
sans discours la bonne justice, la vraie.

La dépêche suivante lui a d'ailleurs été
expédiée :

ALPHONSE XIII, MADRID
« Groupe parisien des Espagnols, ouvriers
et intellectuels, exige justice pour Villalonga. » — G. F. S. L.

XIFORT.

Echos et Glanes

IL NY A QUEUX !

Voici au moins un croyant qui observe
fidèlement les enseignements de son épître.
Voilà plutôt cette information du Paris-
Midi : « Un homme qui s'est marié huit
fois en l'espace de seize ans va être jugé
prochainement à New-York pour polyga-
mie. Il a pendant longtemps fait partie des
associations de la C. G. T. et d'autres
corps religieux. Il était assidu à l'église, et
à la lecture de la Bible, et avait une atti-
tude correcte et pieuse. »

C'est ce qu'on appelle, vulgairement, ne
pas y aller avec le dos de la cuiller !
Et quel estomac a le gaillard quand il dé-
clare avoir l'intention de s'amender et de
devenir « un exemple de vertu pour tous ».

Tu parles !
Après tout, c'est très possible. Dieu re-
connaîtra les siens !

SIMPLE DOUBLI

A la Fédération des Cheminots, règne le
« bidgarisme » intégral. On en juge par
cet extrait d'ordre du jour voté à une
récente réunion du conseil fédéral : « En-
registrer les résultats obtenus par la mé-
tode de la grève de 24 heures du 21 juil-
let : mesures contre la vie chère, démobi-
lisation rapide, conseil économique, amnis-
tie, etc. »

Et cetera ? ? ?
Ça doit être, sans doute, le prochain ré-
tablissement de la monarchie en Hongrie !
On peut s'en féliciter.

Comme résultat de la « menace » de
grève générale, ça compte. Tout le monde
ne l'oublie pas !

MAUVAIS CALCUL

L'humanité prend facilement ses desirs
pour des réalités. Elle expose désolée-
ment la situation des partis socialistes en
Tchéco-Slovaquie, et écrit : « Sur
3.000.000 d'électeurs tchèques, 922.000 sont
social-démocrates, c'est-à-dire marxistes ;
de même sur un million et demi d'élec-
teurs allemands 623.000 appartiennent à
l'Internationale. »

Décidément, avec le bulletin de vote, on
a vite fait de devenir socialiste. Et c'est
d'autant plus facile que les Russes
étaient si peu en odeur de sainteté, qui
n'ont pas compté leurs effectifs sur des bu-
létins !

La Lucerne on ne semblait pas précé-
demment partager la même assurance qu'un
journal du Parti français.

C'est peut-être pour cela que les Russes
étaient si peu en odeur de sainteté, qui
n'ont pas compté leurs effectifs sur des bu-
létins !

SUIVONS L'EXEMPLE

L'autre jour, un rédacteur du Matin exer-
çant ses fonctions aux Halles, s'est fait ro-
ser de la belle manière par ces messieurs
des « beurres et œufs ».

Le journal à Bureaux en a déduit appré-
hensivement que les destinataires avaient tout
de même plus de « doigts » pour formuler
leurs revendications.

Ma foi, c'est vrai et ils ont peut-être
tort !
Les « beurres et œufs » ne s'embarrassent
pas de vaines scrupules. Et l'on frémit en
songeant que, parmi eux, il n'y a sans
doute pas de « irresponsables », ni
d'« inorganisés ».

On se demande quel serait le meilleur
des gouvernements ? — Je réponds : celui
qui nous apprendrait à nous gouverner
nous-mêmes.

LE GLANEUR.

blables, vous faire une petite recommanda-
tion.
Représentants de l'autorité de l'Etat, quel-
que indignes que vous soyez de la représen-
ter, si vous voulez que la foule des badauds
vous respecte, commencez vous-mêmes, par
respecter les représentants de l'autorité pa-
trernelle, quelque indignes qu'ils soient de la
représenter.

Ne l'oubliez pas, Maître, la faillite de l'au-
torité, ce serait, voulez-vous la face, ce se-
rait... l'anarchie.

C'est la grâce que je vous souhaite.
Amen. — Fernand MOREL.

LA GRADAILLE
Hier, dans la rue, un camarade ven-
dait Le Libertaire. Un officier à trois
galons s'arrêta pour regarder l'homme
et le journal, et dit :

— Ah ! c'est les anarchistes... Heu-
reusement qu'il reste encore de la mitrai-
lle pour eux !
Et des gaz asphyxiants, sans doute ?
De la part d'un bandit chamarré, spé-
cialement salué comme meurtrier et
professeur de meurtre, cette idée crimi-
nelle ne nous tenait point. Nous savons
que pour de pareilles brutes, pour
voyeurs de bagues, d'honnêteté et de ci-
vilité, encourager à la fraternité est un
délit, ne pas vouloir assassiner est un
crime.

A leurs yeux, l'amour, la bonté, la
sentimentalité, le désintéressement, la
sobriété, la sagesse et autres vertus qui
caractérisent la majeure partie des
anarchistes, sont des monstruosité.

Mais si c'est vous, destructeurs ma-
cedons, auteurs de carnage... de pourri-
tude, engraisseurs de corbeaux, qui êtes
des hommes, nous voulons rester des
monstres.

Malgré vos odieuses menaces nous
continuerons plus que jamais à com-
battre la honteuse institution dont vous
faites partie. Nous nous battons, nous
vous minerons, nous vous ébranlerons
jusqu'à ce que vienne l'instinct du coup
de balai définitif. Et à la place de votre
devis qui est : « Servitude. De l'or et
du sang ! » nous mettrons la nôtre qui
est : « Ni Dieu, ni maître ! Sagesse et
Liberté. »

Prostitués de tous genres, escarpes lé-
gers, complices, charognards puant le
cadavre, vous pouvez mettre vos mena-
ces à exécution, vous pouvez employer
vos godelus, vos canons, vos mitrailleu-
ses, vos poisons ; vous pouvez assassi-
ner tous les anarchistes, tous les révo-
lutionnaires, mais votre puissance s'arrêtera là ;
vous ne pourrez empêcher l'idée. Les
mêmes causes produiront toujours les
mêmes effets. Tant que vous serez là
pour empêcher des hommes de vivre, il
y aura des hommes pour vous combat-
tre. Tant qu'il y aura l'autorité, il y
aura la Révolte.

Permettez-moi de vous dire que vous avez
tort ; je n'ai pas l'avantage de vous connaître
et vous en excuse de bon cœur, mais j'ose,
dans votre intérêt et dans celui de vos sen-

TOUJOURS EUX

L'humanité, rendant compte de l'inter-
vention de Dumoulin au Congrès fédéral
des instituteurs, écrit : « Il (Dumoulin) fit
le procès des irresponsables, des inorgani-
sés qui viennent dans les mouvements de
masses obéir les syndicats et les con-
duisant souvent à de lamentables échecs. »
Parbleu ! op. en doute !

Ce sont certainement les irresponsables
qui ont débordé les syndicats pour faire
adopter à la C. G. T. une « politique de
guerre », pour l'obliger aussi à y persévé-
rer, en l'aggravant, depuis la paix !

De même que ce sont les seuls inorgani-
sés qui ont sur la conscience l'échec du 21
juillet !

Et dire que l'irresponsabilité, l'inorgani-
sation atteindront à un tel degré que des
complices seront demandés, quand même,
aux « responsables », aux « organisés » !

CHACUN A SA PLACE

Il y a un fait qui serait bon de faire con-
naître au public et qui aggraverait peut-être
sur l'esprit des vieux qui ont perdu leurs
filles à la guerre ; c'est celui-ci : Dans tous
les bureaux de recrutement, il a existé (j'en
ai eu connaissance fin 1915) et il existe pro-
bablement toujours — des fiches secrètes
pour tous les mobilisés, fiches dressées par
les soins de la réaction dont notre état-na-
jal était le bras droit — fiches servant au
tri de ceux qu'il fallait faire périr dans le
Baptême du Sang, d'avec ceux qui de-
vaient retourner à la vie civile après quel-
que scotch ou confusion, afin de consti-
tuer une garde sûre à la vie réaction.

Il serait bon de mettre la main sur un
paquet de ces fiches et de les publier ;
mais j'espère que la Franco-Macronerie, s'en
chargera au moment où elle le jugera opor-
tun.

La réaction a fait une gaffe en condam-
nant à mort les néo-catholiques, nous au-
rions aussi contre elle tous les rescapés
de cette catégorie quand ils le sauront.

Si vous avez des moyens d'investigation
que je n'ai pas, cherchez dans cette voie,
vous ramasserez gros butin.

ÇA CHANGERA...

La société a tous les droits sur l'individu.
L'individu n'en a aucun sur la société.
Charles RAREPONT.

POUR LA TUER

Il faut bannir de l'école tout ce qui peut
faire aimer aux enfants la guerre et ses
crimes, et cela, veut, demandera de longs
et constants efforts, si toutes les papoteries
ne sont pas, un jour prochain, écartées par
le souffle de la révolution universelle.

UNE SOLUTION

Lloyd George. — Si vous avez peur de
la grève générale, faites venir Jouhaux.
Du Canard Enchaîné.

VERITE

On se demande quel serait le meilleur
des gouvernements ? — Je réponds : celui
qui nous apprendrait à nous gouverner
nous-mêmes.

LE GLANEUR.

blables, vous faire une petite recommanda-
tion.
Représentants de l'autorité de l'Etat, quel-
que indignes que vous soyez de la représen-
ter, si vous voulez que la foule des badauds
vous respecte, commencez vous-mêmes, par
respecter les représentants de l'autorité pa-
trernelle, quelque indignes qu'ils soient de la
représenter.

Ne l'oubliez pas, Maître, la faillite de l'au-
torité, ce serait, voulez-vous la face, ce se-
rait... l'anarchie.

C'est la grâce que je vous souhaite.
Amen. — Fernand MOREL.

LA GRADAILLE
Hier, dans la rue, un camarade ven-
dait Le Libertaire. Un officier à trois
galons s'arrêta pour regarder l'homme
et le journal, et dit :

— Ah ! c'est les anarchistes... Heu-
reusement qu'il reste encore de la mitrai-
lle pour eux !
Et des gaz asphyxiants, sans doute ?
De la part d'un bandit chamarré, spé-
cialement salué comme meurtrier et
professeur de meurtre, cette idée crimi-
nelle ne nous tenait point. Nous savons
que pour de pareilles brutes, pour
voyeurs de bagues, d'honnêteté et de ci-
vilité, encourager à la fraternité est un
délit, ne pas vouloir assassiner est un
crime.

A leurs yeux, l'amour, la bonté, la
sentimentalité, le désintéressement, la
sobriété, la sagesse et autres vertus qui
caractérisent la majeure partie des
anarchistes, sont des monstruosité.

Mais si c'est vous, destructeurs ma-
cedons, auteurs de carnage... de pourri-
tude, engraisseurs de corbeaux, qui êtes
des hommes, nous voulons rester des
monstres.

Malgré vos odieuses menaces nous
continuerons plus que jamais à com-
battre la honteuse institution dont vous
faites partie. Nous nous battons, nous
vous minerons, nous vous ébranlerons
jusqu'à ce que vienne l'instinct du coup
de balai définitif. Et à la place de votre
devis qui est : « Servitude. De l'or et
du sang ! » nous mettrons la nôtre qui
est : « Ni Dieu, ni maître ! Sagesse et
Liberté. »

Prostitués de tous genres, escarpes lé-
gers, complices, charognards puant le
cadavre, vous pouvez mettre vos mena-
ces à exécution, vous pouvez employer
vos godelus, vos canons, vos mitrailleu-
ses, vos poisons ; vous pouvez assassi-
ner tous les anarchistes, tous les révo-
lutionnaires, mais votre puissance s'arrêtera là ;
vous ne pourrez empêcher l'idée. Les
mêmes causes produiront toujours les
mêmes effets. Tant que vous serez là
pour empêcher des hommes de vivre, il
y aura des hommes pour vous combat-
tre. Tant qu'il y aura l'autorité, il y
aura la Révolte.

Permettez-moi de vous dire que vous avez
tort ; je n'ai pas l'avantage de vous connaître
et vous en excuse de bon cœur, mais j'ose,
dans votre intérêt et dans celui de vos sen-

MARIONNETTES

Un Maître !

Les grenouilles de la fable demandaient
un roi ; Mme Louise Bodin demande un
maître.

Elle fait mieux, elle en propose un, et,
pour un peu, l'imposerait.

Ce ne sont pourtant pas les maîtres qui
nous manquent, depuis Clemenceau jusqu'à
Jouhaux. Il n'apparaît pas, depuis cinq
ans, qu'ils exercent un pouvoir absolu,
que leur maîtrise ait été profitable à leurs
pauvres... esclaves. Je veux dire disci-
ples.

Comment, après une si cruelle expérien-
ce, peut-on encore être possédé du besoin
d'être maîtrisé et demander un maître de
plus ?

C'est de la folie furieuse et je demande,
moi, pour Mme Louise Bodin, la camisole
de force.

Je suis bien quelle allègue que le ma-
ître qu'elle aspire à se donner et à nous
donner, est intellectuel et moral. Hélas !
c'est toujours ainsi que les maîtres com-
mencent. On sait trop comment ils fini-
sent.

Il serait bon, c'est entendu ; du moins,
Mme Louise Bodin le croit et l'espère.
Mais, tous les faibles qui se demandent un
maître croient aussi que ce maître est
bon ou le sera.

C'est en vertu de cette illusion que le bé-
névole dieux vote pour de bons députés
qui voteront pour de bons ministres qui
feront un bon gouvernement.

Le résultat est sous nos yeux : massacre,
famine, misère, ruine et banqueroute. Voi-
là, dans la pratique, ou même la théorie
du maître, dont Mme Bodin est éprise.

Je n'ai pas encore dit quel était le ma-
ître dont Mme Louise Bodin brigait l'au-
torité.

C'est M. Romain Rolland.

Pourquoi celui-là plutôt qu'un autre ?
Mme Louise Bodin ne le croit et l'espère.
Mais, tous les faibles qui se demandent un
maître croient aussi que ce maître est
bon ou le sera.

C'est en vertu de cette illusion que le bé-
névole dieux vote pour de bons députés
qui voteront pour de bons ministres qui
feront un bon gouvernement.

Le résultat est sous nos yeux : massacre,
famine, misère, ruine et banqueroute. Voi-
là, dans la pratique, ou même la théorie
du maître, dont Mme Bodin est éprise.

Je n'ai pas encore dit quel était le ma-
ître dont Mme Louise Bodin brigait l'au-
torité.

C'est M. Romain Rolland.

Pourquoi celui-là plutôt qu'un autre ?
Mme Louise Bodin ne le croit et l'espère.
Mais, tous les faibles qui se demandent un
maître croient aussi que ce maître est
bon ou le sera.

C'est en vertu de cette illusion que le bé-
névole dieux vote pour de bons députés
qui voteront pour de bons ministres qui
feront un bon gouvernement.

Le résultat est sous nos yeux : massacre,
famine, misère, ruine et banqueroute. Voi-
là, dans la pratique, ou même la théorie
du

La Guerre continue !

Il y eut des rumeurs à la Chambre, récemment, lorsque Clemenceau d'une part affirma que nous étions toujours en guerre, et d'autre part quand Loucheur déclara que la vie resterait chère. Cela prouve que les députés ruminants sont des imbéciles ou de mauvais foi, à moins qu'ils ne soient les deux à la fois. Il y en a.

C'est l'évidence, que nous sommes toujours en guerre, comme il est évident que nous y serons tout le temps que durera le chaos économique-politique capitaliste, lequel est d'ailleurs à l'origine de la guerre.

C'est en partie parce que l'esprit de révolte se développait parmi les classes ouvrières de la vieille Europe que nous eûmes la plus grande phase de la guerre. Une bonne saignée populaire devait calmer les velléités d'affranchissement qui se manifestaient un peu partout.

Mais l'affaire n'a pas marché comme ses promoteurs l'avaient voulu. Non pas que la saignée a été trop forte ; du sang répandu, des monceaux de cadavres, « ces messieurs » n'en ont cure, mais l'opération a duré trop longtemps ; les peuples sont affaiblis, ils veulent vivre, s'affranchir, ils ont eu le temps de s'apercevoir comment en « hauts lieux » on comprenait l'esprit de sacrifice, de dévouement, d'abnégation, pour la patrie. « Il faut tenir, si vous ne voulez pas être écrasés ! » Ils ont tenu, les pauvres, et ils sont deux fois écrasés. Après la guerre, et la victoire aidant, débarrassés du cauchemar allemand vous connaîtriez la joie de vivre.

La guerre, officiellement, est terminée, la victoire est complète, le « Boche » est à terre ; et la vie a quintuplé !

Tout bêtement, les dirigeants se sont imaginés (ils l'ont fait croire) que le peuple accepterait « les lourds mais nécessaires » sacrifices, la besogne écrasante et la ceinture patriotique. Mais il ne marche pas ; n'a-t-il pas fait la guerre du Droit, de la Justice, de la Liberté ? Et il a en face de sa misère, de ses deuils, de ses cicatrices, les profils des profiteurs ! « La ceinture ! devant ces ventres dorés ! Non, mais ! Qu'on les fasse casquer ces salauds ! »

Ainsi s'exprime le peuple, et comme les « salauds » ne veulent rien savoir pour rendre « l'aube » amassée à même les charniers et les ruines... la guerre continue !

La guerre continue ; non pas la guerre des démocraties contre les autocraties, comme l'écrivait un jour Armand Charpentier, il y a belle lurette que ces mots ne sont plus lus que pour les divisions nécessaires à ceux qui règnent ou veulent régner. Les démocraties ne sont pas les moins acharnées

Fonctionnarisme syndical

Pour bien se pénétrer du changement qui s'opère d'une façon méthodique chez le militant devenu fonctionnaire, il faut d'abord se faire une opinion très exacte de l'état d'esprit dans lequel il se trouve quand il est à l'atelier, à l'usine ou au chantier.

Là, au milieu de ses camarades de labeur, en contact avec un patron rapace, qui, bien souvent, est dépourvu de toute pitié professionnelle, d'une partialité révoltante, insultant, malmenant ceux qui osent se faire un nom, de pouvoir qui son défaut c'est son fond de pouvoir qui en son lieu et place accomplit une besogne de garde-chiourne.

Le plus souvent le contre-maître, chef d'atelier ou de chantier, ne se contente pas d'user des prérogatives que lui confère l'autorité dont il est investi dans l'état social actuel, il est entraîné à en abuser, poussé par l'appât du gain, stimulé par de bas sentiments d'orgueil, transformé qu'il est en chien de garde du capital ; et qu'on ouvrière de la veille, il est devenu terriblement dangereux pour ses camarades de travail.

Devenu un sans-pitié, grisé du succès obtenu auprès du maître, les injustices, les iniquités pleuvent sur ses frères de misères. Tous les sentiments les plus beaux, les plus généreux et les plus nobles, ont fait place aux plus bas instincts d'égoïsme, de vanité, de cupidité. C'est devant toutes ces ignominies que s'éveille chez l'homme conscient l'esprit de révolte et qu'après étude il se rend compte que seules la cohésion, la solidarité peuvent arriver à changer un tel état de choses.

Force nous est de reconnaître que celui qui réfléchit avec une certaine faculté de discernement, un peu de clairvoyance et d'esprit indépendant, sent bien que le remède, le seul et unique qui soit efficace, réside dans la suppression de l'exploitation.

C'est avec une conviction profonde, avec une foi ardente que dans la plupart des cas le militant accepte de représenter son organisation, de défendre les intérêts collectifs de sa corporation.

Après avoir compris que seulement sont efficaces l'action directe et révolutionnaire, la lutte de classe, et être devenu un propagandiste acharné de ses

contre les républiques ouvrières et paysannes. La guerre continue contre les possédants et les sans-nen, entre ceux qui veulent commander et ceux qui ne veulent plus obéir.

La guerre continue, parce que la vie restera chère, parce que la vie augmentera de prix.

Et il n'y a pas, il ne peut y avoir d'armistice pour cette guerre, pas de paix possible, pas de compromis entre les belligérants. C'est à la vie, à la mort.

Pour voir la fin de la grande guerre qui dure depuis des siècles, il faut autre chose que des contrats de travail, des participations aux bénéfices, palliatifs plus apparents que réels, concédés d'ailleurs par d'excellents conservateurs, aimant la tranquillité pour eux et... leurs capitaux.

Lazare ne veut plus les miettes du festin, il veut place à la table, sa place entière.

Les agences matrimoniales qui tentent de faire l'union du capital et du travail ne peuvent aboutir. La guerre continuera jusqu'à ce que l'un des deux succombe. La classe des travailleurs, des hommes qui montent, ne peut que vaincre, certes elle n'est pas au bout de ses déboires, mais à voir certains gestes d'action directe, prouvant sa méfiance en les prometteurs et en les meneurs, on peut être assuré que le calvaire des producteurs tire à sa fin. Le capitalisme y aide puissamment, autant qu'inconsciemment, par son opposition simpliste à ce qui ne peut être invité : Evolution, transformisme, besoin de vivre.

Alors, mais seulement alors, quand d'en bas, surgira la grande phase de la révolution sociale, économique, politique, qui fera crouler le vieux monde aux multiples antagonismes et quand sur ses ruines sera édifiée la société d'entente et d'intérêts communs, quand la production sera réglée sur les besoins de tous et non plus sur les bénéfices d'une poignée de profiteurs. Quand la liberté de chacun se complètera par la liberté de tous. La guerre, les guerres ne pourront plus exister, n'auront plus de raisons d'exister.

L'esprit combatif de l'homme ne sera pas anéanti, heureusement. Mais au lieu de le faire servir à se nuire, il l'emploiera à chercher des avantages pour lui et pour les autres ; en arrachant à la nature des nouveaux moyens d'amélioration en complétant ceux existant, pour toujours plus de joie personnelle, toujours plus de bien-être pour tous.

Ce sera la bonne guerre qui continuera toujours en même temps que ce sera la vie à un prix excessivement bon marché.

Ce n'est pas ce que désirent les ruminants du Palais-Bourbon. Mais cela a si peu d'importance...

V. LOQUIER.

convictions, un militant actif et énergique ne tarde pas à acquérir la confiance de ceux qui l'entourent et le coudoient.

Devenu fonctionnaire... il conserve quelque temps durant son tempérament de révolté, il voit encore le spectre de l'usine, de l'atelier ou du chantier, s'agiter devant ses yeux ; la fréquentation des fonctionnaires n'a encore pas réussi à ébranler son ardeur ; son esprit batailleur tient encore chez lui la meilleure place. Il s'adapte difficilement à la bureaucratie. Les procès-verbaux, les ordres du jour, les décisions qu'il fait prendre dans les réunions de son syndicat sont encore imprégnés de cette action révolutionnaire indispensable à tout groupement de lutte de classe.

Mais je dois à la vérité de dire que bien peu résistent à la contagion funeste et dangereuse d'adaptation que constitue pour le fonctionnaire la durée illimitée de son mandat.

Certes, la première année, le copain secrétaire a conservé la sympathie de ceux qui l'ont nommé, s'il a perdu un peu de son ardeur à défendre l'action directe, la tactique révolutionnaire, il est assez facilement excusé... on se dit que la pondération n'est peut-être pas nuisible après tout. Et si un léger malaise, un certain refroidissement se fait sentir la confiance n'est encore pas perdue.

Mais malgré tout, pour le fonctionnaire, la situation n'est plus la même. Il n'y a plus pour lui le stimulant des injustices, des brutalités du patronat ou de ses sous-ordres. C'est quoi qu'on en dise la vie plus tranquille, plus calme, plus douce. Le pain du lendemain est assuré, les émoluments tombent tous les mois régulièrement et l'on se complait dans cette situation.

(A suivre.) THULLIER.

UNE QUESTION A LAURENT

A la réunion du Comité National Confédéral qui eut lieu à la suite et à propos de la manifestation du 21 juillet, la délégation qui s'était rendue à la présidence du Conseil se confessa de l'entretien entre elle et le vieux Tigre.

Or, est-il vrai que Laurent secrétaire adjoint de la C. G. T., a répété devant le Comité la phrase suivante : « M. Clemenceau s'adressant à la délégation nous dit : JE VOUS DEMANDE LA PROMESSE FORMELLE QUE LA MANIFESTATION QUI DOIT AVOIR LIEU LE 21 JUILLET SERA DÉCOMMANDEE. SINON JE VOUS ARRETE SUR L'HEURE, VOUS NE SORTIREZ PAS D'ICI ».

La parole est à Laurent, j'ose espérer que le secrétaire adjoint de la C. G. T. voudra bien nous éclairer sur ce mystère.

France et Belgique

Il semble que jamais, depuis l'existence organisée de notre planète, on n'ait vu un gaspillage d'argent tel que celui de notre XX^e siècle. Ni au temps du Roi-Soleil, ni pendant le règne de Louis XV, ni durant celui de Louis XVI où une reine, Marie-Antoinette, dépensait des sommes énormes à de laborieux amusements, ni sous le 1^{er} Empire où l'on célébrait avec fracas les victoires du minotaure corse, on n'a vu rien de pareil. Après le triomphe, prélude de la décadence des Etats victorieux ; après ce ruineux triomphe, si coûteux en vies humaines, en milliards, en emprunts, où les vainqueurs ont fait faire banqueroute, s'organisent les fêtes dispendieuses. La France, on le voit bien, aime ces dadas chimériques, conquis au prix du sang de ses enfants. Elle s'est reprise d'amour pour ces fantômes entourés de vapeur pourpre : les drapeaux, les palmes ; tout enveloppés de lambeaux humains ; toute cette poussière symbolique des batailles, qui est la poésie de l'histoire et la source du romantisme. Depuis qu'elle a évité l'antéchristianisme, et sa disparition de dessus le continent, elle a retrouvé sa fringale guerrière ; elle rêve aux grandes épopées d'autant : aux majestueuses et magnifiques victoires qui, de siècle en siècle, l'ont conduite sur la pente de la décadence et vers l'abîme définitif dans lequel elle n'est pas tombée, grâce à « l'Alliance » et à la collaboration des autres peuples. Grande après Rocroi, elle est presque humiliée après Malplaquet. — Elle va s'abaisser durant le règne de Louis XV et tombe au dernier niveau sous la Régence.

Elle se relève durant la grande Révolution (93) ; insufflée son esprit de liberté aux nations de l'Europe et d'Amérique. Se laisse enchaîner par Bonaparte qui la saigne à blanc et tombe à Waterloo, épuisée et vide d'hommes. Après Sedan elle s'écroule ; l'ordre de son autre n'est plus qu'un mince filet d'argent à peine visible sous le nuage opaque.

Aujourd'hui, pendant qu'elle célèbre à grands frais ses victoires, pendant que ses soldats passent sous des Arcs de Triomphe ; et que des milliers de badauds font la veille aux morts illustres, des poils licenciés viennent jusque dans un misérable village du brabant belge, sonner à ma porte et m'offrir du cirage fabriqué par leurs compagnons d'armes. Ah ! comme il serait aisé de la barbouiller cette France, avec cette pâte nébuleuse préparée par ses soldats ; elle qui prétend pouvoir interpréter toujours le rôle magnanime et brillant des soldats de l'idéal. Ah ! l'idéal ! c'est le pot-de-vin des grands hommes politiques, des sauveurs à la conscience spongieuse, ce sont les immenses acquisitions territoriales des spéculateurs protégés par la justice de l'Etat ; c'est le règne des immenses écumées, c'est le bonheur des riches et des agrariens ; mais ces soldats qui mendient, c'est le soldat et l'éternel déshonneur de la France, régie par les pharisiens de la nouvelle école.

Il est venu ce jour de gloire, où une tache indélébile se fait sur le nom autoprofiteur et respecté de la France. Cette tache, cette souillure, c'est la mendicité des poils ! Quel que nation ose dire le soldat de l'idéal, et ces soldats, après 5 années de combats et de batailles qui la font supposer victorieuse, sont contraints à embrasser le métier de colporteurs et de tendre la main s'ils ne vendent ! Ah ! c'est là un étrange idéal, un honneur boiteux, une réputation louche !

S'il est une condition requise pour pouvoir se dire du parti de l'idéal, c'est avant tout le prestige et l'honneur. Là où il y a mendicité et mercantilisme du plus bas étage il n'y a pas d'honneur ; il y a la honte ineffable !

Que tes maîtres, ô France, te coiffent tant qu'ils voudront de jolis faubains ; qu'ils leur guise, selon leur orgueil ou leur folie, ils affublent d'oripeaux et de manières ; va, belle prostituée — autrefois vestale et chaste — (va, cours, vole) vers ce bal du suprême déshonneur, l'offrir, fille perdue, et recevoir les embrassements du courtisan grossier et flatteur et de l'allié qui l'exploite et se moque. Dans le belle donnelle aux allures libres, offre tes dernières chairs et tes derniers baises, avant que ton corps s'affaisse, ne perde sa belle forme et que tes lèvres déjà décolorées ne palissent pour toujours ! Cependant que les gars belges, comme leurs camarades les poils, sont réduits à reprendre le maudit travail ou à se faire également marchands ambulants. Ce grand capitaine qui, dit-on, les a lui-même conduits à l'assaut des redoutes terribles, réclame, à l'Etat aux coffres vides, la modique somme de cent millions ! Cela ne fait songer à ces procès fameux en concussion et péculat, où Verrès le préteur de Sicile fut accusé de dilapidation de finances, de rapt de statues et de rapt de son produit servait à payer les courtisanes. Celui-ci au contraire est d'une pureté incomparable ; il a même horreur des filles impudiques, et ne se plat qu'aux saintes dévotions, qu'aux religieuses aubades. Au lieu d'une troupe de bachantes il a son cortège d'évêques, de prélats, de cardinaux, qui l'escortent ainsi qu'un saint qu'ils vont canoniser pour ses pieuses donations, pour ses legs orthodoxes.

La misère et la détresse populaires grandissent pourtant. Chaque soldat qu'on licencie est un déserteur sans pain et parfois sans gîte. Leur nombre s'accroît de jour en jour et chaque expulsé de la caserne va, les mains vides, grossir l'armée de la légitime révolte. Ceux qui sont trop mutilés entrent dans un asile, une baraque en bois (voir les abris de Stokkel) construite avec des débris abandonnés par l'armée allemande. Tel est leur palais, ô crime !

Ceux qui ont une famille reviennent vivre au milieu d'elle et l'aident, en travaillant lorsqu'ils trouvent du travail, ou en mendiant. Il y a trois jours qu'à Bruxelles, dans la rue de Spa, j'ai rencontré l'un de ces héros dont l'œuvre est un trône reconquis au prix de sa vie : une « patrie libre » ; un soleil qui lui fait voir les seuls riches ; et les jouissances d'une terre qui ne produit que pour le bonheur des puissants. Il paraissait avoir de trente à trente-cinq ans. Grand, environ de cinq pieds six pouces, le blond jeune d'aujourd'hui. Je ne pouvais voir ses yeux, le cruel hasard d'un combat homicide les lui avait arrachés tous deux ; mais il y avait, répandue dans toute sa personne, une profonde mélancolie qui vous étreignait le cœur comme la préhension d'une impitoyable main de fer.

A côté de lui, marchait une vieille femme couverte de guenille sordides, les épaules cachées par un châle rouge et vert, en lambeaux, que le vent soulevait et laissait retomber de respect. Cette figure de vieille était tout ce qu'il y avait de plus douloureux, de plus poignant, de plus ravagé par les épreuves de la vie. Celle du soldat était labourée par deux larges blessures ingélat, en cicatrices, et qui ne paraissaient pas lui avoir été faites dans le même combat. Une grande détresse enveloppait cet homme tout entier. Son uniforme était râpé et déchiré ; les déchirures étaient fermées par des pièces détachées de différentes nuances. Cet uniforme qui avait été neuf lorsqu'il servait l'Etat n'était plus maintenant qu'une loque hideuse ; mais l'Etat n'ayant plus besoin de ses services, qu'importait qu'il fût défranchi ou frais ? Il chantait en marchant ; en chantant il levait la tête ; il cherchait en vain le soleil dont la lumière n'est plus pour lui.

La vieille dont les traits ressemblaient aux siens, et qui, bien sûr était sa mère, tendait la main un peu au hasard, sans voir ni regarder autour d'elle et était abîmée dans sa tristesse. Ce soldat qui chantait, ce fruit chéri de ses entraînés, l'happé complet de ses mains débiles ; mutilé au service de l'Etat, sacrifié au bonheur, à la joie des riches lui était revenu une épreuve humaine. Cette épreuve est maintenant le bâton de vieillesse de cette mère, et cette mère le guide de cette épreuve : lui sacré par ses blessures et sa pauvreté, elle vénérable par sa vieillesse ; tous deux réunis dans le malheur et le dénuement.

Il y avait dans cette rue beaucoup de monde, mais personne n'osait s'approcher ; aucune main n'aurait osé s'approcher ; marchaient d'un pas rapide, baissant la tête, sentant la honte suprême du scandale sans nom — un soldat aveugle, mendiant dans les rues de la capitale de son pays, où les bourgeois gorgés d'or, ivres de plaisirs, se valent dans la luxure, où un roi qui a remis sur son trône donne cinquante mille francs pour la construction d'une basilique.

J'aurais voulu lui donner toute ma bourse. Oh ! peu de chose, celle d'un chevrier belge, vingt à trente francs tout au plus. Mais une invincible puissance m'arrêtait. Je sentais comme les autres cette honte suprême, ce souverain déshonneur qui m'accablait, toute l'ignominie de la prétendue « patrie ». Je regardais en m'éloignant ce soldat invalide et pauvre, ce martyr des béotiens, cette victime des égoïstes et des ingrats. J'éprouvais ce sentiment « que souffrir et mourir », je songeais à ce vers plein d'une douleur qui interroge ; et emporté d'une fureur sagesse.

Liberté ! est-ce ton nom ? Béné soit le sang pur qui fleurit ta gloire. J'admire à rebours qui bécote du patriotisme, la vanité d'une sorte de gloire, l'ironie sans paille des récompenses promises, la stupide horreur de l'éphémère. J'avais les larmes dans les yeux, la rage dans le cœur, l'indignation dans la conscience ; il me semblait que je n'étais qu'un lâche !

Je bénissais dans ma pensée ce bardo improvisé, ce soldat aveugle et mendiant, ce noble vaincu des prosaïques vainqueurs ; mendiant avec force les parrains et les fondateurs de basiliques, les parasites englobés de millions, les brutes indignes qui ont l'apothéose et qu'on devrait traîner aux géminies !

Lincoln MAXIMILIEN.

PAGES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Le Respect de la Loi

— Ce n'est pas tout ça, citoyens, dit-il en prenant la place de Pierre Ringard. Vous voyez bien que vous perdez votre temps avec toutes ces réclamations. Le citoyen Ringard vient de parler de la loi ; mais est-ce qu'il y a une loi pour nous ? Que nous soyons en dedans ou au dehors d'elle, c'est toujours la même chose ; nous sommes toujours sûrs d'être condamnés. Est-ce que c'est dans la loi que M. Oursin Maureux a dit à sa disposition tout une armée ? Il a dit au ministre : Envoyez-moi donc une armée, comme je le dirais : donne-moi une pipe de tabac. Qu'est-ce que ça fait ? Est-ce que M. Oursin Maureux n'est pas de ceux qui font les lois ? Il en fera une autre pour lui, et ce lui conviendra. Est-ce qu'on se refuse ça entre camarades ? Si on ne la lui donne pas de bon gré, il l'achètera avec l'or que vous lui avez gagné. Ça ce fait entre amis, ça : c'est un prêt pour un rendu. Ils s'entendent pour manger le pain et le beurre sur le dos du peuple. Eh bien ! citoyens, je dis qu'ils nous prouvent eux-mêmes qu'ils n'ont point d'autre droit ni d'autre loi que la force.

Un tonnerre de braves accueillit cette tirade.

— C'est pourtant vrai, cela ! cria une voix.

— Ah ! oui, c'est bien vrai, murmurent les échos.

— Eh bien ! citoyens, reprit Lechevalier avec une exaltation grandissante par le succès ; nous avons vu à faire, sinon à répondre à la force par la force ?

— Bravo ! bravo !

Et de toutes parts les larges mains des mineurs firent entendre de bruyants applaudissements.

— D'abord, citoyens, vous avez des justices à faire entre vous. Il y a des lâches qui vous ont abandonnés, qui vous abandonnent tous les jours, qui travaillent malgré la grève !

— Oui, oui, oui ! clamèrent toutes les voix.

— Il faut faire justice de ceux-là. Qui-convient travaille est un traitre.

— Oui, oui.

— Et puis, citoyens, soyons carrés. Laissons-là ces réclamations qui ne sont bonnes qu'à amuser les badauds et prolonger votre misère. Ils ont le temps d'attendre, eux ; et à vous la fameuse loi de défense. Ce qu'il faut c'est la suppression de ceux qui enlèvent le travail aux ouvriers.

Une approbation semblable à un rugissement gronda dans toute la salle.

— Ce qu'il faut, c'est l'abolition des compagnies, des actionnaires, des patrons. La terre, le labour, l'outil à l'ouvrier, la mine au mineur.

Alors roula, éclata un tonnerre de braves.

— Ce qu'il faut, c'est la liquidation sociale ! Il y a assez longtemps que les vauriens se gorgent de sang et de peuple. Mais, citoyens, assez parlé. Ce qu'il faut, c'est de l'action, rien que de l'action !

Yves GUYOT.

(Scènes de l'enfer social.)

A propos du Comité d'Action

Je viens de parcourir une importante partie de la France — et je continue — afin de faire connaître à nos camarades de province la vérité sur la grève de la métallurgie parisienne. Je fus amené, en parlant de l'état d'esprit des travailleurs parisiens, à répondre aux questions qui me furent posées sur l'organisation et le but des Conseils ouvriers.

Le Comité d'action fut bien inspiré en nous envoyant à travers le pays expliquer ce que fut ce mouvement. On avait à ce sujet, partout faussé l'esprit des travailleurs.

La conspiration du silence organisée par la C. G. T., imposant sa censure au-dessus de celle de Clemenceau dans l'Humanité et le Populaire ; le récit qu'on en fit dans la Vie Ouvrière alors que l'auteur était le porte-parole des conseils syndicaux (complices du mensonge organisé contre le mouvement) ; les affirmations misérables d'un camarade radivoire embusqué depuis à l'Union des Syndicats de la Seine, tout cela exploités cyniquement par tous les fonctionnaires égoïstes de province, avait contribué à faire croire à nombre de nos camarades, cependant bien renseignés par correspondance, que ce mouvement dépassant les organisations syndicales avait surtout été dirigé contre elles.

Sans s'arrêter en si bon chemin, on avait assailli le tout de quelques ordres à l'égard des militants du Comité d'action.

Armés de documents précis, nous n'avons pas eu de mal à rétablir la vérité et surtout nous fûmes bien compris. Ce qu'il était nécessaire de faire ressortir aux yeux de nos camarades de province, à la veille du Congrès confédéral de Lyon — tout en dédaignant les luites de personnalités — c'était de démontrer irréfutablement que la C. G. T. était irresponsable et anti-révolutionnaire par son système où le fonctionnarisme est maître.

Après avoir exposé les exemples de dictature que les syndiqués eurent à subir de la part de leurs secrétaires fédéraux et confédéraux — pour ne parler que de ceux-là — nos camarades en conclurent que les congrès n'étaient en somme, qu'une réunion d'une véritable association de fonctionnaires syndicaux. On en fit le dénominateur commun. Besogne plus démoralisante qu'au Palais Bourbon et que dans les Parlements, même ouvriers, étaient à la hauteur de tous les Parlements.

Notre tâche assai était de démontrer que Paris, cerveau révolutionnaire à qui incombe l'initiative d'un mouvement de transformation sociale, ne pouvait en toute discipline prendre position qu'après que de tels congrès se seraient prononcés !

Que Paris de 1818, de 1871, n'ait pas eu le malheur d'avoir en une C. G. T. ni P. S. U., qui l'obligeaient d'at-

tendre les décisions de telles assemblées se prononçant (et comment !) deux mois après l'incident initial d'une révolution, ou tout au moins d'un mouvement profond sur l'instant favorable. Que demandions-nous à nos camarades après cet exposé ?

Simplement ceci : réformer de tels systèmes qui laissent, pour l'avenir, à Paris le soin de prendre ses responsabilités révolutionnaires.

Réformer un système qui ne permet plus aux secrétaires confédéraux, lorsque Paris compte un millier de blessés et deux morts à la suite d'un mouvement déclenché par les organisations, de répondre aux Parisiens prêts à s'élever à fond : « Nous n'y pouvons rien... »

Réformer un système qui ne permet plus aux secrétaires fédéraux de répondre à 300.000 travailleurs parisiens prêts à un mouvement profond : « nous n'avons des ordres à recevoir que de nos 16 fédérations et nous ne sommes que des scribeurs... »

Réformer un système qui ne permet plus à l'avenir de dissimuler son irresponsabilité et sa lâcheté derrière des paravents tels que le Cartel inter-fédéral.

Où ! Réformer un tel système, où les hommes — et quels hommes ! — sont tout et l'idéal rien. Un système où les meilleurs éléments seraient impuissants, un paravent où se dissimulent de vrais déserteurs opérant en dictateurs au profit exclusif d'un Etat capitaliste dont ils sont les plus fidèles soutiens.

Généraliser le syndicalisme de la plaie du fonctionnarisme qui le conduit à se payer par un double calcul.

Ces constatations chez nos camarades de province les amènent à un désespoir que l'on comprendra : surtout qu'un bon nombre d'entre eux, le désespoir était né de traditions répétées de leurs fonctionnaires les plus immédiats en particulier, et de la C. G. T. en général et que, comme le poète... ils tenaient... en attendant...

C'est pourquoi le programme des Conseils d'ouvriers fut partout accueilli et que son application se poursuivit fébrilement pour parer à la débâcle.

Dans un prochain article nous développerons les commentaires de ce programme des Conseils d'ouvriers. Partout non seulement en province, mais dans la région parisienne, des comités sont organisés à ce sujet entre militants de toutes écoles : syndicalistes, libertaires, socialistes sincères, communistes pouvant à leur tour toucher la masse des travailleurs manuels et intellectuels.

Pour tous renseignements et demandes d'adresses s'adresser au secrétaire provisoire du Comité d'action des Conseils ouvriers syndiqués, 88, rue Pelleport, Paris, 20^e.

Louis RINBAULT.

LES ESCLAVES

Comme il fallait s'y attendre, les Soviets Hongrois sont tombés. La Révolution communiste prolétarienne est momentanément battue. Le nouveau régime prolétarien a cédé sous la pression des forces de réaction coalisées contre lui. Les maîtres du capital international ; amis et ennemis, qui ont pu commettre impunément tant de crimes peuvent continuer leurs méfaits. Pour les défendre et les soutenir ils ont encore des esclaves. Ces derniers, qui plus que leurs maîtres, physiquement, moralement et pécuniairement, ont tant souffert de la guerre, continuent à la faire, et à leurs frères de misère. Comme des chiens battus, après les coups ils recroissent leurs boursiers... Pour eux ils viennent de marcher contre des vrais hommes qui avaient le tort de se débarrasser de quelques-uns de leurs parasites !

Hélas ! ils avaient compté sans la vermine, les parasites des autres pays... avides de vivre encore sur les autres. Ils avaient compté sur leurs frères des autres pays qui, tout en méprisant leurs maîtres, n'ont pas le tourage de s'en débarrasser. Esclaves auxquels il faut des chaînes !... Bêtes humaines auxquelles il faut des poux ! La classe ouvrière peut-être satisfaite... ses bons bergers en ont une fois l'ont bien conduite...

Les traitres et les larbins gouverneux, dirigeants de la C. G. T. française, on autre groupement ouvrier allié, au lieu de bien préparer le mouvement du 21 juillet pour le faire réussir, ont fait tout le contraire : ils ont préparé que sans préparation le mouvement réussisse, ils ont à la dernière minute, donné l'ordre de la retraite, capitulant, par l'impitoyable et lâcheté, devant la bourgeoisie apeurée, effrayée par le spectre de la révolution, qui pour encore un peu conserver ses privilèges aurait cédé. Le communisme hongrois vivrait encore aujourd'hui. Vaincu, celui de la Russie tôt ou tard succombera si on ne lui porte pas de suite un secours efficace...

La classe ouvrière se réveillera-t-elle et fera-t-elle le geste nécessaire ? Attendons !... Le communisme vaincu, c'est l'esclavage pour le travail. Demain la bourgeoisie apeurée fera payer au prolétariat le crime de l'avoir fait trembler. Comme une bête furieuse ne craignant plus le sang rouge du dompteur, elle obligera le travail à payer les frais de la guerre qu'il n'a pas fait faire... La classe ouvrière veut-elle un esclavage complet ?... Veut-elle comme le chien de la table la pitance qu'on lui jettera et la corde au cou ? Si elle veut la liberté qu'elle ren-

voie ses mauvais conducteurs... demain il sera trop tard... Nous, communistes, nous avons du bon travail à faire, de bonnes idées à semer sans trêve. Partout, portons notre parole où elle pourra être entendue... De l'action... et toujours de l'action.

Francis LIBERTON.

A quand la Poste aux Postiers ?

Nous n'avons pas reçu un seul journal anarchiste italien. Le camarade L. Brocavost nous écrit : « A la frontière, on retient 8 à 10 jours les journaux avancés ». L'« International » est arrivé avec deux jours de retard. De la Suisse, c'est pire encore : la Libération, l'« International », de Lausanne, du 25 juin, n'arrivent le 17 juillet. Et nos camarades ajoutent : « Mais les journaux financiers et catholiques arrivent régulièrement. Il doit y avoir un personnel fou de mouchards pour se livrer à ce à tri ».

Ajoutons que le « Réveil » de Genève, de notre ami Bertoni, depuis le 2 août 1914, ne nous est parvenu que deux fois, alors que ce vaillant organe anarchiste n'a jamais cessé de paraître, même pendant la longue et si révoltante détention de notre camarade.

Et ce n'est pas qu'aux frontières qu'on arrête nos journaux, mais aussi à l'intérieur. Plusieurs envois de journaux anarchistes étrangers, faits par le « Libérateur », ne sont jamais arrivés à destination.

Quant à la propagande néo-malthusienne, voici ce que m'écrit, sur ma réclamation, le camarade G. Hardy, qui publie le « Néo-Malthusien » (29, rue Pixerécourt, Paris, 9^e) : « Je vous ai adressé très régulièrement tous les numéros parus de mon périodique. Je vous envoie à nouveau la collection d'aujourd'hui. La collection annoncée s'est perdue en route ».

Voilà des faits.

Si la Poste, au lieu d'être monopole d'Etat, était aux postiers, et que ces derniers arrêtent en route le courrier de nos maîtres, ceux-ci devraient à la violence, à la dictature... Il en est ainsi de tous les monopoles d'Etat.

La nationalisation des chemins de fer, que le fonctionnaire professionnel Bidegaray, présenté à ses collègues comme une panacée, sans doute pour leur faire lâcher la proie pour l'ombre, a été faite, en Suisse, par les bourgeois dirigeants eux-mêmes. Plus intelligents que les nôtres, — voilà déjà une douzaine d'années. Cela n'a pas empêché les cheministes suisses de faire, depuis, maintes grèves, et toutes les unes plus justifiées que les autres...

Ainsi, quand nous voyons les employés des banques demander la nationalisation des banques et les mineurs demander la nationalisation des mines, nous nous demandons quand est-ce que les mauvais bergers auront fini de se moquer de leurs troupeaux...

LES MINES AUX MINEURS, voilà comme nos frères les mineurs d'Italie ont posé la question à leur Congrès de Bologne, le 25 juin dernier. Mais un souffle révolutionnaire anime les travailleurs italiens ou les mauvais bergers, les fonctionnaires professionnels, ont fini de manger leur pain blanc...

De ce souffle révolutionnaire qui anime nos frères d'Italie, voulez-vous que je vous donne un autre exemple ? Nos émancipateurs professionnels pourront en prendre de la graine :

En juin dernier, les ouvriers et ouvrières

